

Communiqué du SNUEP-FSU d'Aix-Marseille et de la FSU84, le 31 août 2023

Pour la deuxième année consécutive, le Président de la République choisit de cibler l'enseignement professionnel à l'occasion de la rentrée scolaire.

C'est en effet le LP l'Argensol d'Orange, dans l'académie d'Aix-Marseille, qu'il a choisi de visiter vendredi 1er septembre, et l'on peut s'attendre à ce que Monsieur Macron, qui a décidé de faire de l'éducation « un domaine réservé de la Présidence », se livre à une nouvelle charge contre l'enseignement professionnel public et contre ses personnels, dans la droite ligne de la réforme qu'il a engagée l'an dernier.

La FSU 84 et la section académique du SNUEP-FSU (syndicat FSU de l'enseignement professionnel public) rappellent que tout au long de l'année 2022-2023, un très large front syndical s'est opposé à cette réforme des LP, dont Mme Carole Grandjean, ministre déléguée, a été chargée de la mise en oeuvre, avec une mobilisation sans précédent des Professeurs des LP lors des journées de grève et des manifestations (jusqu'à 60% de grévistes).

Cette réforme n'a d'autre but que d'anéantir l'objectif d'émancipation de la jeunesse populaire dans un enseignement professionnel qui éduque les jeunes citoyen.ne.s, forme solidement cette jeunesse à des métiers toujours plus complexes et exigeants, et qualifie les futur.e.s salarié.e.s avec des diplômes nationaux reconnus assurant des carrières et des salaires décents.

Tout au contraire, cette réforme Macron-Grandjean veut soumettre l'enseignement professionnel aux exigences immédiates du tissu économique local, en mettant en adéquation stricte la carte des formations avec la demande des entreprises à l'échelle d'un territoire. Il s'agit d'une véritable assignation à résidence sociale et géographique de la jeunesse populaire dont les perspectives d'orientation seront réduites à cette réalité locale.

Dans l'Académie d'Aix Marseille, il est ainsi prévu dès cette année de remettre en cause pas moins de 25% des diplômes (sur les 2000 préparés dans les LP et SEP), avec de lourdes menaces de fermetures des filières jugées « non-insérantes ».

Cette réforme cherche à calquer l'enseignement professionnel sous statut scolaire sur le modèle de l'apprentissage, en abaissant le volume des enseignements techniques et généraux, et en augmentant la durée des stages en entreprises au motif qu'on apprendrait mieux un métier à un poste de travail sous l'autorité d'un patron que dans un atelier de lycée (plateaux techniques) ou dans une salle de classe sous la conduite d'un enseignant.

Cette réforme cherche enfin à introduire une logique managériale au sein même des établissements d'enseignement professionnels, avec l'ouverture des Bureaux des Entreprises, véritables agences de pré-recrutement de nos élèves, transformant les LP en instruments des politiques d'emploi et les éloignant des missions fondamentales de l'Education Nationale.

Enfin, la FSU 84 et le SNUEP-FSU dénonce avec fermeté la méthode utilisée pour imposer cette réforme, qui n'a fait l'objet d'aucune loi, ni d'aucun débat au sein de la représentation nationale, et qui a été rejetée par la totalité des syndicats représentatifs et par une large majorité des enseignant.e.s.

C'est en effet au moyen du « Pacte LP » (contractualisation de missions supplémentaires pour les PLP) que le gouvernement espère que les professeurs mettent en oeuvre eux-mêmes cette réforme qui risque de détruire leur métier ! En effet, sur les 15 missions contenues dans le « Pacte » proposé aux PLP, pas moins de 11 sont en réalité des actions liées à la mise en oeuvre de la réforme.

C'est ainsi que la FSU 84 et le SNUEP-FSU, avec l'intersyndicale Lycées Pro, seront particulièrement attentifs aux nouvelles annonces qui seront faites au LP l'Argensol, et appellent les professeur.e.s à faire entendre leur voix pendant la visite présidentielle.